

Le ministère a convié les organisations syndicales représentatives à un groupe de travail sur la seconde professionnelle, lundi 12 octobre.

La préparation de ce GT s'est bornée à l'envoi par le ministère de 3 fiches synthétisant des rapports sur la réforme du bac pro 3 ans émanant de l'inspection générale, de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance ainsi que de la Cour des comptes.

Ces fiches pointent essentiellement 4 difficultés : l'organisation horaire, les CCF, les PFMP ainsi que le manque de passerelles vers les 2 autres voies du lycée.

Le statut de ce groupe de travail était donc des plus flous avant que le directeur du cabinet de la ministre ne l'explique en début de réunion.

Le ministère lance enfin le bilan des réformes du lycée, les fiches envoyées étant extraites des documents préparatoires. Des groupes de travail sur les 3 voies du lycée seront convoqués à partir de la mi-novembre.

Le ministère veut prendre son temps sur le sujet, mais souhaite faire des annonces sur la seconde professionnelle rapidement, avec entrée en vigueur dès la rentrée 2016.

Il prétexte que la seconde concentre le plus de difficultés et que d'autres annonces pourront être faites pour la rentrée 2017.

Le cabinet n'a fait aucune annonce précise sur le sujet lors de cette première réunion et dit vouloir un travail de « co-construction » avec les OS. Deux réunions sont d'ores et déjà annoncées avec la DGESCO d'ici début décembre.

Toutefois, il n'est, pour lui, pas question de discuter d'autre chose que la seconde. Il met en avant plusieurs thèmes de travail : l'accueil des élèves, la préparation de la première PFMP, une détermination plus progressive de l'orientation et le rôle de l'AP.

Il semble donc assez clair qu'aucune remise en question globale de la réforme du bac pro 3 ans ne soit prévue et que le ministère souhaite généraliser les expérimentations des secondes à orientation progressive.

La CGT Educ'action a exprimé son opposition à cette méthode lors du GT. En effet, pour nous, il faut revoir l'ensemble de la voie professionnelle et revenir sur une réforme du bac pro 3 ans que nous dénonçons. Séparer la réflexion sur la seconde du reste de la voie professionnelle démontre à l'évidence qu'aucune remise en cause globale n'est possible lors du bilan.

Il est, par exemple, impossible de réfléchir à l'orientation sans débattre en même temps des CAP et des 2 autres voies du lycée. De même, mener une réflexion sur l'AP de seconde démontre que l'AP ne sera pas remise en cause comme nous le revendiquons.

Il est clair également que nos revendications du retour à la possibilité pour certain-e-s élèves de passer par un cursus 2+2, de la fin de l'autonomie et le retour à des grilles nationales hebdomadaires incluant des dédoublements fléchés ne seront pas entendues.

Pour la CGT Educ'action, une réforme de la seconde professionnelle sans moyens supplémentaires ni remise en cause globale de la réforme Darcos ne permettra en aucune façon de remédier aux difficultés des élèves et des personnels.

La généralisation d'une forme de progressivité dans l'orientation pendant la seconde professionnelle, sans moyens et dans le cadre du bac pro 3 ans, ne sera qu'un moyen supplémentaire d'économies et une nouvelle usine à gaz pour les collègues et les élèves.

En ce qui concerne le bilan des réformes Darcos et Chatel, tout porte à croire que l'architecture du lycée tel qu'il existe va demeurer et que le bilan ne sera que cosmétique et ce, comme le laissait présager la réforme du collège avec l'autonomie des établissements et la concurrence généralisée.

Plus que jamais, nous ne pourrons obtenir la satisfaction de notre revendication d'abrogation de ces réformes que par l'instauration d'un rapport de force avec les personnels.